

Un mois avant le premier tour...

La guerre en Ukraine instaure une atmosphère très particulière à la campagne présidentielle avec un président sortant qui s'est déclaré candidat à la dernière minute, pris dans le tourbillon de l'actualité internationale.

Une élection qui semble déjà jouée pour certains mais dont la campagne doit tout de même se poursuivre.

De nombreuses questions se posent pour les mois à venir quant à l'évolution de la situation géopolitique et, alors que la France occupe la présidence de l'Union européenne. Le conflit impactera certainement durablement et durement l'économie française, notamment l'agriculture, autant au niveau des circuits commerciaux que des approvisionnements. Qu'attendre du prochain chef de l'État concernant ces problématiques, sans oublier les préoccupations déjà existantes, que proposent les candidats en lice concernant le monde agricole ?

Lors de l'analyse de leurs programmes respectifs leur appétence et leur intérêt pour le sujet transparaissent inévitablement. Quand certains comme Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel ou Éric Zemmour n'y consacrent que quelques grandes lignes plutôt générales, d'autres comme Valérie Pécresse, Anne Hidalgo, Marine Le Pen, Jean Lassalle ou Yannick Jadot développent davantage leurs propositions en balayant un plus grand nombre de problématiques dans lesquelles transparaissent bien évidemment de leurs orientations idéologiques profondes.

Nous vous en présentons quelques grandes lignes non-exhaustives pour les dix principaux candidats, complétées par les attentes des responsables agricoles et syndicaux alpins à l'égard du futur président de la République.

A.G.

Anne Hidalgo

(Parti socialiste)

- ▶ Mener politique d'installation des jeunes agriculteurs, de lutte contre l'accaparement des terres et l'artificialisation des sols
- ▶ Soutien des revenus agricoles
- ▶ Renforcement des organisations de producteurs et des collectifs d'agriculteurs
- ▶ Fin des contrats tri-partites et pluriannuels pour contribuer à la stabilité des revenus agricoles
- ▶ Sortir rapidement de l'usage des engrais de synthèse et des pesticides et interdiction des néonicotinoïdes
- ▶ Augmenter l'ambition sociale et environnementale de la Pac
- ▶ Mise en œuvre de contrats de filières sur cinq avec l'industrie agro-alimentaire
- ▶ Lutter contre le dérèglement climatique en augmentant les moyens humains et en ingénierie

Yannick Jadot

(Europe écologie-Les Verts)

- ▶ Sortir de l'élevage industriel et le remplacer par un élevage agro-écologique en dix ans

- ▶ Des produits 100 % bio et locaux d'ici 2027 dans les cantines publiques des écoles, des administrations, des universités, des hôpitaux et des prisons
- ▶ Encourager l'initiative des collectivités territoriales pour l'installation et la transmission des exploitations
- ▶ Réforme de l'enseignement agricole autour de l'agroécologie dans l'ensemble des cursus supérieurs (BTS + agro)
- ▶ Adoption d'une loi foncière qui renforcera les moyens des Établissements fonciers régionaux et des Safer
- ▶ Un revenu paysan digne en luttant contre le surendettement et le surinvestissement
- ▶ Redonner une attractivité aux métiers agricoles
- ▶ Construction d'une nouvelle Pac avec une logique d'aides liées au travail humain
- ▶ Respect des standards européens pour les importations

Jean Lassalle

(Résistons !)

- ▶ Revoir la distribution de la Pac

- ▶ Mettre en place un « ticket paysan » pour soutenir les circuits courts, sur le modèle des « tickets-restaurants », en faveur des agriculteurs locaux et régionaux
- ▶ Replacer les coopératives agricoles sous la responsabilité directe des exploitants
- ▶ Favoriser l'accès au foncier, la formation et la reconversion
- ▶ Exonérer de taxes les héritages agricoles
- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

- ▶ Reconnaître l'agriculture d'intérêt général et permettre à des projets novateurs de naître dans nos campagnes, quand ceux-ci ne nuisent pas à celles-là
- ▶ Développer des passerelles entre ruralité et centres urbains
- ▶ Conditionner l'octroi des signes de qualité et d'origine
- ▶ Défendre les traditions populaires et les pratiques ancestrales telles que la chasse et la pêche traditionnelles
- ▶ La cohabitation entre les troupeaux est incompatible avec la présence de prédateurs

Marine Le Pen

(Rassemblement national)

- ▶ Garantir des prix respectueux et mettre un terme aux marges abusives de la grande distribution
- ▶ Lutter contre l'artificialisation des terres agricoles
- ▶ Installer une nouvelle génération d'agriculteurs
- ▶ Lutter contre les effets néfastes de la stratégie européenne « De la ferme à la fourchette »
- ▶ Exclure l'agriculture des traités multilatéraux de libre-échange
- ▶ Lutter contre les fraudes à l'importation pour défendre la souveraineté alimentaire
- ▶ Interdire les importations de produits agricoles ne respectant pas les normes de production
- ▶ Protéger les producteurs efficacement face aux aléas climatiques et économiques
- ▶ Pas d'interdiction de produits phytosanitaires existant sans alternatives efficaces
- ▶ Faciliter le stockage de l'eau
- ▶ Investir dans les abattoirs pour améliorer les conditions de travail et garantir le respect des normes de bien-être animal

Emmanuel Macron

(En marche)

À l'heure où nous mettons sous presse le programme agricole du candidat n'a pas encore été divulgué

Jean-Luc Mélenchon

(La France insoumise)

- ▶ Une alimentation saine et durable accessible pour tous
- ▶ Une industrie agroalimentaire encadrée pour sortir de la malbouffe
- ▶ Une activité agricole écologique et rémunératrice pour une vraie souveraineté alimentaire
- ▶ Des méthodes de production adaptées : une production écologique et respectueuse du bien-être des animaux
- ▶ Une organisation et un soutien financier de l'État rénovés
- ▶ Une coopération internationale qui protège les agricultures locales et assure la souveraineté alimentaire partout dans le monde

Valérie Pécresse

(Les Républicains)

- ▶ Augmenter immédiatement le revenu des agriculteurs
- ▶ Améliorer la compétitivité en baissant le niveau de la taxe foncière sur le non-bâti
- ▶ Soutenir l'emploi agricole en pérennisant l'allègement des TODE
- ▶ Garantir la solidarité de l'État aux côtés des filières s'en couvrant le reste à charge
- ▶ Encourager nos aînés à transmettre en supprimant la taxation sur les plus-values lors de cessions à un jeune agriculteur
- ▶ Garantir une retraite décente à nos aînés en revalorisant les pensions de réversion
- ▶ Faciliter l'accès à la profession des plus jeunes en soutenant le portage foncier
- ▶ Alléger la fiscalité des transmissions pour un héritier en ligne directe
- ▶ Mettre fin à la surtransposition systématique des directives agricoles
- ▶ Adapter nos exploitations au changement climatique en encourageant le stockage de l'eau

- ▶ Investir massivement dans les infrastructures logistiques
- ▶ Instaurer une taxe carbone aux frontières

Fabien Roussel

(Parti communiste)

- ▶ Retrouver 500 000 agriculteurs à l'horizon 2030 en redonnant de l'attractivité à la profession
- ▶ Garantir des prix rémunérateurs aux agriculteurs et interdire la vente à perte
- ▶ Mettre fin aux traités de libre-échange pour interdire l'importation de produits ne respectant pas les normes françaises et européennes
- ▶ Mise en place d'un fonds alimentaire de 10 milliards d'euros pour les cantines scolaires
- ▶ Sortir du glyphosate et arrêter les pesticides avec un investissement massif dans la recherche pour trouver des produits alternatifs
- ▶ Déposer un nouveau plan stratégique national pour la Pac.

Éric Zemmour

(Reconquête !)

- ▶ Mettre fin aux regroupements de plusieurs enseignes au sein de centrales d'achat
- ▶ Privilégier les circuits courts en augmentant la part de produits locaux dans la restauration collective
- ▶ Interdire les importations de produits agricoles non conformes aux standards français de qualité et de sécurité alimentaire
- ▶ Mettre fin à la sur-transposition dans le droit des normes européennes
- ▶ Mettre fin à la participation de la France aux négociations actuelles des traités de libre-échange
- ▶ Financer l'innovation en robotique agricole afin de réduire la dépendance à la main-d'œuvre étrangère et à l'utilisation des produits phytosanitaires
- ▶ Encourage l'installation de nouveaux producteurs notamment dans la culture bio
- ▶ Favoriser le renouvellement des générations en augmentant la DJA et en simplifiant les procédures d'installation et d'accès au foncier

Éric Lions, président de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes

« Ne pas faire de surenchère »

Le futur ou la future présidente de la République doit faire preuve de pragmatisme pour accompagner la souveraineté alimentaire car les événements actuels et de ces derniers mois ont bien montré que c'était une question stratégique. Il doit, par ailleurs, prendre en compte le défi que représente le renouvellement des générations qui va devenir une priorité compte-tenu de la courbe démographique. Concernant les normes, il faudrait coller à celles de l'Europe mais ne pas aller plus loin, ne pas faire de la surenchère car cela est trop compliqué pour les agriculteurs. Il faudra également aborder la question de la sécurisation des réseaux hydrauliques pour accompagner le changement climatique. Autre défi à relever : celui des énergies renouvelables sans pour autant inonder les terres agricoles de panneaux photovoltaïques.

La question de la prédation ne devra pas être oubliée et il faudra remettre les pieds sur terre car jusqu'ici on n'a pas réussi à endiguer les méfaits du loup. Il est grand temps de faire diminuer cette pression. Le candidat élu devra prendre en compte les spécificités de l'agriculture de montagne que ce soit pour les normes ou les coûts d'investissement. Les normes européennes viennent contrarier les productions bio de montagne. Il devra également avoir un soutien global contre l'agribashing injustifié. ■



S.M.C.

Frédéric Esmiol, président de la chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence

« Mettre les moyens pour bien transmettre »

Il est indispensable de regagner en souveraineté alimentaire compte tenu de la situation actuelle. Je suis également inquiet pour les producteurs de fleurs, dont je fais partie, car nous ne savons pas quelles vont être les répercussions de la guerre en Ukraine. 5 à 10 % de la production régionale partait en Russie. Idem pour les arboriculteurs qui avaient déjà souffert de l'embargo russe après l'annexion de la Crimée. Si tout le monde ferme ses frontières que va-t-il se passer ? Concernant l'eau, nous avons le Varenne, mais il reste la question du stockage à approfondir, il s'agit là de l'un des enjeux les plus prégnants de ces cinq prochaines décennies.

Il ne faut surtout pas nous opposer les uns aux autres entre ceux qui irriguent et ceux qui ne le font pas. Il faut permettre la sécurisation des réseaux. Nous sommes conscients de la nécessité du partage de l'eau. Une stratégie au niveau du bio doit être mise en place car le marché est un peu en saturation. Je crois beaucoup dans les autres certifications comme la HVE qui sécurisent les consommateurs avec des pratiques plus transparentes. Concernant la transmission, il faut mettre des moyens pour bien transmettre. Il convient de protéger le foncier tout en prenant le virage des énergies nouvelles. L'agritolisme doit être promu mais avec des projets mûrs et réfléchis, connectés des projets agricoles. ■



S.M.C.

Édouard Pierre, président de Jeunes agriculteurs 05

« Tenir compte des **spécificités de l'agriculture de montagne** »

L'un des plus gros défis à relever ces prochaines années est celui du renouvellement des générations avec la grosse proportion de départs à la retraite qui se profile. Nous attendons donc des moyens pour faciliter l'installation que ce soit au niveau du foncier ou des normes par exemple. Sur ce dernier sujet il ne faut pas augmenter pour que nous puissions être compétitifs. Le bio, c'est bien, il faut le faire mais il faut aussi avoir les débouchés.

Il va falloir faire des choix politiques et avoir une réelle politique globale sur l'agriculture. J'attends également que l'on fasse réellement respecter les lois comme Egalim 2 car certaines filières n'ont pas encore réussi à contractualiser. On ne peut pas toujours tirer les prix vers le bas alors que les charges augmentent. Les politiques n'ont pas de pouvoir sur les centrales d'achat par contre ils ont le pouvoir de faire respecter ce qui a été voté.

Une stratégie doit être adoptée et le prochain gouvernement doit être clair.

Concernant la prédation il faut se poser les bonnes questions : est-ce qu'on paye les agriculteurs pour nourrir le loup ou alors il faut anticiper en se disant qu'ils sont là pour nourrir la population. Ça, c'est une problématique 100 % politique.

Je tiens aussi à ce que l'on prenne en compte les spécificités de l'agriculture de montagne car quand on pond des réglementations nationales ce n'est pas très adapté à nos territoires. ■



St.M.C.

Margot Mégis, présidente de Jeunes agriculteurs 04

« Nous attendons **du concret** »

Nous avons toujours des attentes à l'égard du pouvoir politique et nous voulons un renforcement de la politique au niveau du renouvellement des générations. L'enjeu est énorme, d'ici 2027, 215 000 agriculteurs partiront à la retraite. À l'heure où l'on parle de souveraineté alimentaire, il ne faut pas que la boucle se rompe. La tendance actuelle et la crise en Ukraine viennent s'ajouter aux difficultés déjà existantes. On nous a parlé d'un plan mais on attend du concret même si nous sommes bien conscients qu'ils ne sont pas magiciens et qu'il y a beaucoup de travail. Il faut au moins lancer les travaux.

Concernant les négociations commerciales, c'est la première année que l'on clôt à l'inflation et nous avons de bons retours d'Egalim 2. Nous avons espoir que la contractualisation se généralise à d'autres filières. Il faut continuer sur cette lancée et aller encore plus loin.

Dans notre territoire la problématique de l'eau est prégnante et on commence à comprendre que maîtriser l'eau cela participe à sa valorisation et à sa conservation. Mieux la maîtriser créer un cercle vertueux. Nous en avons besoin pour avoir une agriculture forte et dynamique tout en la conservant mieux. Nous avons ici un bel exemple avec le plateau de Valensole.

Le ministre de l'Agriculture et le gouvernement doivent comprendre les tenants et les aboutissants de notre profession tout en ayant conscience de son importance pour le pays. ■



AG

Laurent Depieds, président de la FDSEA 04

« **Pas d'agriculture, pas d'économie** »

J'aimerais déjà que les candidats parlent de l'agriculture, ils n'en parlent jamais. Avec la situation en Ukraine je comprends que ce soit difficile mais quand on voit justement comment cette crise et celle du Covid affectent l'agriculture, c'est un sujet central. Le loup devient un sujet national, on ne parle pas non plus du potentiel d'embauches de l'agriculture, etc. On parle de relocaliser les productions mais il n'y a aucune stratégie politique pour mettre plus de liant entre les producteurs et les consommateurs. Il faut aboutir à une véritable souveraineté alimentaire nationale et locale.

Avec la présidence de l'Union européenne il faudrait par exemple mettre fin à la distorsion européenne et l'on pourrait travailler sur de nombreux sujets. Les clauses miroirs (équivalence des normes entre les produits importés et exportés, Ndlr) dont a parlé Emmanuel Macron pourraient être une chose cependant il faudra regarder comment elles seront appliquées.

Nos élus doivent se rappeler que l'agriculture est un maillon essentiel et que beaucoup de sujets en découlent. Dans certains territoires, pas d'agriculture signifie pas d'économie.

Mais que met-on comme outils à la disposition de l'agriculture pour y arriver ?

Le président de la République doit être courageux et il doit faire le choix de soutenir clairement le monde agricole et rural. Il ne doit pas se focaliser sur des idéologies extrêmes. Il faut des positions claires : est-ce que l'on veut nourrir les Français ou ne faire que de l'environnement ? ■



AG

René Laurens, président de la FDSEA 05

« **La terre agricole est sacrée** »

Peu de candidats parlent d'agriculture, c'est dommage. Nous avons un gros potentiel de production et là on parle de risque de pénurie, jusqu'à maintenant on avait jamais dit cela. Il faut arrêter de faire passer l'environnement avant l'agriculture. Il faut également la protéger du bétonnage, cela engendre trop de problèmes et risque d'entraîner des pénuries, faute de terres agricoles. Je ne pense pas que l'on pourra faire de la nourriture dans des laboratoires donc il faut soutenir l'agriculture. La terre agricole est sacrée et jusqu'à maintenant on n'en a pas pris soin.

L'accès à l'eau est de plus en plus restreint, il faut se bagarrer pour arroser. Il nous faudrait des retenues et arrêter d'écouter les associations écologistes qui disent qu'on ne peut pas les remplir alors que c'est faux. Par exemple, le Buëch est en sur-débit huit mois par an donc on peut quand même remplir une « bassine ». Il faut faire attention à l'environnement mais pas au détriment de l'agriculture. Une réserve d'eau peut favoriser la biodiversité avec tout l'écosystème qui va s'y développer.

Un travail doit également être fait sur les marges pour rendre le métier plus attractif et installer des jeunes.

Dans nos zones de montagne, la protection de l'élevage est nécessaire si on veut garder une autonomie alimentaire. Le loup oblige l'élevage à changer et toutes les bêtes que le loup mange ne sont pas mangées par les hommes. ■



AG

Joseph Jouffrey, président de la Coordination rurale 05

« Il nous faut un président **avec du courage** »

Nous ne voulons plus d'un financier mais une personne qui pense à l'autonomie de son pays. Depuis des années nous manquons d'anticipation et de stratégie. Il nous faudrait un président qui pense avant tout à son pays et une agriculture à l'image de celle que nous prônons à la Coordination rurale : des prix et non des primes qui risquent de se tarir. Il faut donner de la lisibilité aux exploitations et envie aux jeunes de reprendre. Commençons par faire une Europe sociale avant de faire une Europe économique.

Pour les futurs retraités il est très difficile de se projeter sur un futur avec ce qui se profile à nos portes. Aujourd'hui, on se rend compte que l'on est dépendants de tout et nous payons plein pot l'orientation des anciens présidents qui ont voulu présider *a minima*. Il nous faut un président avec du courage car il faudra être forts si nous voulons que l'on nous suive.

Avec Egalim 2 je pense que l'on va accoucher d'une souris et va-t-on avoir le courage d'aller jusqu'au bout ? Les idées sont bonnes mais à mon avis c'est de la poudre aux yeux et elles ne seront pas appliquées. Selon moi, on achète la paix sociale.

Sur les 12 candidats en lice quasiment aucun ne peut se targuer de connaître la ruralité et l'agriculture sauf peut-être Jean Lassalle mais il est crédité de 1 % des intentions de vote. Il y a de fortes chances qu'un président élu avec 20 % des voix et un taux d'abstention énorme soit déconnecté de la réalité. Je suis un citoyen, j'irai voter mais je suis désappointé et dans l'expectative. ■



AG

Yannick Becker, porte-parole de la Confédération paysanne 04

« Ne pas mettre en péril **notre souveraineté alimentaire** »

J'aimerais que le prochain chef de l'État prenne notamment en compte réellement deux enjeux importants : le renouvellement des générations et la préservation du foncier dans sa quantité mais aussi sa qualité.

La technophilie à outrance va augmenter notre dépendance et les outils mis en œuvre ne sont pas les bons. Cela fait des années qu'on nous promet une véritable loi foncière mais on ne l'a jamais. Il faut sortir le foncier du domaine marchand et en faire une priorité.

Nous espérons des avancées pour les agriculteurs et qu'ils puissent utiliser d'autres moyens pour se protéger : huiles essentielles, les Préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP), etc.

Il faudrait aussi réussir à exclure le marché alimentaire de l'Organisation mondiale du commerce ou des accords de libre-échange pour ne pas être soumis à des pays qui ont des lois et des méthodes très différentes des nôtres. Cela met en péril notre souveraineté alimentaire.

Les citoyens doivent avoir les moyens d'acheter des produits alimentaires à un prix décent pour les agriculteurs. C'est un enjeu important quand on sait que l'alimentaire représente en moyenne 13 % du panier des ménagères.

Jusqu'à maintenant les actions du gouvernement c'est beaucoup d'affichage et peu de réalisations. Nous ne voulons pas seulement des annonces mais aussi du concret. Le budget doit être utilisé pour faire évoluer les choses. ■



AG

Baptiste Vialet, porte-parole de la Confédération paysanne 05

« Revoir le fléchage des **aides de la Pac** »

Nous aimerions une meilleure répartition des aides car aujourd'hui on est toujours sur 70 % des aides qui vont à 30 % des actifs agricoles, même avec la nouvelle mouture de la Pac. Les plafonds sont trop élevés. L'accès aux aides n'est pas possible pour une partie de la profession comme les maraîchers au moment même où la question de la souveraineté alimentaire est cruciale. Est-ce que l'on ne devrait pas flécher les aides de la Pac vers des objectifs plus locaux ? Il faudrait mettre en phase les besoins et les productions. N'y a-t-il une mission de service public à produire pour les Français et non pour les étrangers ?

Les aides de la Pac devraient arrêter d'être distribuées en fonction de la taille des exploitations et prendre en compte d'autres critères comme les pratiques vertueuses, la création d'emplois, les réponses à des carences dans les Projets alimentaires territoriaux, etc.

Nous aimerions également une diversification de la représentation agricole dans les instances nationales parfois on ne nous consulte même pas alors que ce sont les différences de points de vue et les débats qui permettent d'avancer.

Il faudrait également que l'activité agricole reste agricole car les formes juridiques actuelles des exploitations permettent à des gens qui n'ont rien à voir avec ce monde d'investir et la Safer ne peut rien y faire car ils achètent des parts de sociétés. Est-ce ce que l'on veut pour demain ? ■



AG